

Droit fiscal

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: En dépit de ce qui s'est passé aujourd'hui en Grande-Bretagne, je continue de parler pendant encore un certain temps au nom de mon parti.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous ne vous inquiétez pas du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), n'est-ce pas?

M. Stanfield: Pas pour quelques mois. Si j'estime que le ministre des Finances cherche vraiment à rallier l'accord général, je saurai l'appuyer à l'occasion.

M. Hees: Je le ferai volontiers si vous m'en donnez l'occasion.

M. Broadbent: Il faut être tory pour en reconnaître un autre.

M. Stanfield: J'aime à croire que mes collègues néo-démocrates appuieraient tout effort véritable pour s'accorder sur les moyens de combattre l'inflation et d'aviser aux moyens de lutter contre le chômage. On pourrait ainsi s'entendre sur des règles équitables s'appliquant à tous les éléments de l'économie: entreprises, investisseurs, travailleurs, salariés. J'aime à croire que les néo-démocrates trouvent cela assez important pour appuyer eux aussi un effort réellement honnête et sincère.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Nous avons besoin d'honnêteté, de leadership et de crédibilité. Je répète que le premier objectif des membres de l'opposition qui appuient cet amendement est de protester contre le manque persistant de leadership et l'absence croissante de crédibilité du gouvernement face aux graves problèmes économiques et sociaux. Notre second objectif est d'attirer l'attention sur la hausse excessive des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers que nous avons tous constatée. L'histoire de la prétendue réforme fiscale est jalonnée des assurances répétées données par les ministres du Revenu national et les ministres des finances successifs que le nouveau barème des taux et des exemptions adopté, sauf erreur, en 1971 par la force de la clôture, n'accablerait pas les contribuables.

J'emploie le terme «jalonnée» dans le sens où toutes ces assurances n'étaient qu'autant de rebuts. L'ancien ministre des Finances, M. Benson, s'est tôt pris au jeu au rythme de centaines de millions de dollars de recettes excédentaires qui auraient affluées au trésor fédéral grâce aux tables fiscales proposées à l'origine. Mais le gouvernement n'a bien sûr pas aimé être embarrassé de cette façon et a durci son attitude durant le débat. Les très sages et tout-puissants libéraux disposaient d'une majorité à cette époque également. Ils ont imposé le règlement de clôture pour fuir l'embarras que leur causait l'opposition. En dernier recours, le gouvernement a assuré que, s'il percevait trop de recettes au moyen des impôts sur le revenu des personnes, il ajusterait les choses pour les rembourser. Je soutiens que le moment ne serait pas mieux choisi que maintenant pour que le gouvernement dispose de ses recettes excédentaires de la façon dont il l'a dit.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Mon collègue, le député de York-Simcoe (M. Stevens) et d'autres, qui ont participé au débat, ont souligné l'abondance des ressources financières du Trésor

[M. Stanfield.]

fédéral et l'augmentation fantastique des recettes provenant de l'impôt sur le revenu personnel, depuis que les libéraux ont eu recours à la clôture pour faire adopter leur réforme fiscale. Les chiffres sont stupéfiants et les faits, évidents. Je répète que le ministre, lorsqu'il parle de réduction de taxes, ne touche absolument pas à l'impôt sur le revenu personnel. Il se contente de ne pas l'augmenter autant qu'il le ferait sans les modifications apportées aux listes ou les autres façons de procéder.

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est bien ça.

M. Stanfield: Il n'y a sûrement personne ici, peut-être même parmi les économistes qui ont l'oreille du ministre des Finances—j'entends cette accusation lancée.

M. Hees: Le groupe des sept est lui-même de cet avis.

M. Stanfield: Je suis certain qu'eux-mêmes ne trouveraient rien à redire à une autre réduction d'impôt. Cela ranimerait l'économie et permettrait d'alléger le fardeau que fait peser sur les Canadiens une inflation prolongée et importante, tout en aidant à poursuivre la création d'emplois à un moment où nous semblons nous enfoncer dans une année de terrible stagflation. Il importe peu que le produit de cette réduction supplémentaire soit consacré aux investissements ou à la consommation de biens; ce serait de toute façon une aide et certainement une aide psychologique. Mais, les députés de la majorité voteront contre cette proposition et apporteront leur soutien à des programmes exécutés à coups de dépenses libérales dans les services du gouvernement, même si le ministre parle de la nécessité de partager avec le reste du monde et de nous préparer à moins recevoir. Je ne vois, dans le banc du gouvernement ou du Trésor, aucun signe de cette attitude de modération.

Notre second objectif est de mettre en valeur cette double exigence, le troisième est d'attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité de prendre au sérieux, dans ses dépenses, la modération et la discipline. Je dois l'avouer, je ne peux vraiment pas dire si le gouvernement a une autre préoccupation que celle de rester au pouvoir. Je sais que ses membres ont cette préoccupation-là. Vont-ils prendre autre chose au sérieux? Je ne le sais pas, peut-être. Si certains, se fondant sur le passé du ministre des Finances, devaient le prédire, ce ne serait peut-être pas une mauvaise prophétie. Après s'être opposés à ces réductions d'impôt aujourd'hui, ils pourraient très bien nous saisir d'une réduction de leur cru d'ici quelques semaines.

● (1540)

Le ministre des Finances a déclaré dans son dernier exposé budgétaire qu'on ne pouvait faire rien de vraiment efficace pour parvenir à stabiliser notre croissance économique et à créer des emplois sans d'abord juguler l'inflation de façon qu'elle ne mine plus la confiance du public dans l'économie. Dans le même exposé budgétaire, comme dans les précédents d'ailleurs, il demande que le gouvernement mette un frein à ses dépenses. Ce sont là deux choses fort valables. Mais quelles sont les mesures prévues pour les concrétiser?

Au lieu de prendre des mesures, le ministre des Finances et le premier ministre essaient simplement de trahir le sens des paroles prononcées dans l'exposé budgétaire ou dans le discours du trône. Ils essaient d'obtenir un consensus aussi rapidement qu'ils essaient d'élaborer une politique nationale de l'énergie. Comment peut-on être aussi lent pendant l'année du lièvre!